

rapport aux Etats-Unis. En 1946, nos importations en provenance de ce pays se sont chiffrées par \$1,405,300,000 et nos exportations à ce pays par \$887,900,000, ce qui laisse l'énorme déficit de \$517,400,000. En 1945, notre déficit n'était que de \$5,400,000. Ce n'est pas tout. La situation est bien pire, maintenant. En décembre, nos importations des Etats-Unis se sont établies à \$145,600,000 et nos exportations à ce pays à seulement \$83,900,000, ce qui laisse un déficit pour le même mois de décembre dernier de \$61,700,000. C'est le plus fort déficit d'un mois dans toutes nos annales. Voyons par quels moyens nous pouvons payer cette dette. Nous le pouvons par la dévalorisation de notre devise, par les droits de douane, par un accroissement de nos ventes aux Etats-Unis. J'invite les honorables députés à lire l'excellent article du professeur Palyi, paru dans le *Financial Post* de la semaine dernière. Il semble improbable que ces choses se produisent, bien que nous serons peut-être acculés à la dévaluation monétaire; improbable que nos exportations aux Etats-Unis augmentent sensiblement. Nous avons de plus en plus besoin de leur houille et de leur pétrole. Il est toutefois un moyen de réduire le déficit; c'est d'augmenter notre production d'or. Nos exportations d'or non monétaire sont tombées, en 1946, au niveau le plus bas depuis plusieurs années, soit 95.8 millions de dollars. La moyenne pour 1935 à 1939 avait été de 124 millions; en d'autres termes, la moyenne des quatre années qui ont précédé la guerre était de 35 p. 100 plus élevée que le total de l'an dernier. En 1941, la production de l'or était à son maximum de 206 millions de dollars; en 1946, elle s'établissait à la moitié de cette somme ou à 103 millions.

Vu notre situation désespérée en matière de dollars américains, le premier devoir du Gouvernement est de tout tenter pour augmenter notre production d'or afin de faire face à cet énorme déficit.

Considérons la question sous un autre aspect. La réserve de dollars américains du Canada, en 1945, était de 1,500 millions de dollars. En 1946, elle n'était plus que de 1,200 millions. Au début de 1947, elle était tombée au chiffre de 600 ou 700 millions, et au rythme actuel, elle aura complètement disparu dans six mois environ. Allons-nous attendre d'être complètement dénués de dollars américains, et acculés à la pauvreté, ou allons-nous agir sans délai?

Un mot de plus à ce sujet. La suspension de l'extraction houillère en Nouvelle-Ecosse aggrave la situation, car pour remplacer chaque tonne de houille qui proviendrait de cette

région, nous devons en importer une tonne des Etats-Unis, ce qui augmente notre solde déficitaire. Je citerai une phrase du rapport annuel de la Banque du Canada pour 1946, préparé par M. Graham Towers, page 23:

Le Canada ne saurait continuer à vendre indéfiniment à crédit sur les marchés d'outre-mer, alors que sa balance de paiements avec les Etats-Unis accuse un déficit considérable.

Ce que M. Towers désigne par "indéfiniment", c'est une période de six mois. Passé ce délai, au rythme actuel, nous ne posséderons plus de change américain. Peut-être en serons-nous dépourvus dès l'été prochain. Pouvons-nous envisager pareille éventualité avec indifférence? Je ne le crois pas. La banqueroute est inévitable si nous continuons dans la voie actuelle.

J'en arrive maintenant à la question du Fonds monétaire international. On avait espéré que le fonds nous permettrait de stabiliser notre change. A l'heure actuelle, la régie des changes est, de façon générale, tout à fait fictive, car la livre vaut \$4.04 et le franc français à peine un cent. C'est là du change fictif. Il n'a aucune valeur réelle en tant que taux de change. A l'heure actuelle, le franc se vend probablement un cinquième de cent et la livre, environ \$2, d'après la dernière cote que j'ai vue. Pouvons-nous espérer qu'un Congrès républicain tenace des Etats-Unis verse des milliards au Fonds monétaire international vu les valeurs fictives que représentent, en dollars américains, la livre, le franc et certaines autres monnaies? Ne nous attendons pas qu'il agisse ainsi.

Je désire maintenant citer brièvement M. Camille Gutt, administrateur général du Fonds monétaire international; voici:

Je ne conçois pas qu'un pays passe par la déflation et la dépression afin d'assurer une parité monétaire qui est foncièrement en désaccord avec sa situation économique internationale.

C'est ce qui est arrivé dans les années 30, alors qu'on a eu recours à la dépréciation non seulement pour remédier au déséquilibre de la balance du commerce, mais afin d'exporter le chômage, en dépréciant la monnaie d'un pays plus que ne le justifiait sa situation économique sur la scène internationale. On a baptisé cette politique du nom bien choisi de "jeu de bataille". Si nous voulons éviter un nouveau chaos monétaire, nous devons substituer aux politiques nationales antagonistes la collaboration dans le domaine des problèmes monétaires internationaux. L'objet premier du fonds est précisément de fournir un instrument de consultation et de collaboration.

Sous le régime de l'étalon-or, les mouvements de capitaux à court terme étaient censés aider les pays à sortir heureusement d'une période difficile. Avant la première Grande Guerre, leur fonction consistait surtout à rétablir l'équilibre. Depuis vingt-cinq ans, ces mouvements de capitaux ont, très souvent, été un facteur de déséquilibre; c'était de la "monnaie nerveuse". Les soldes passaient d'un centre